

CHAPITRE 3 — *Disposition finale*

Art. 9. Peuvent ester en justice, avec le consentement de la victime, dans les litiges auxquels l'application de ces dispositions légales peut donner lieu, toute institution d'intérêt général et toute personne morale dont l'objectif statutaire est de lutter contre les pratiques de conversion et qui remplit les conditions visées à l'article 17, paragraphe 2, 1° à 3°, du Code judiciaire.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Motril, le 31 juillet 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Mobilité,
G. GILKINET

Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

La Secrétaire d'État à l'Égalité des genres,
à l'Égalité des changes et la Diversité,
M. LEROY

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

—————
Note

(1) Chambre des représentants

(www.lachambre.be)

Documenst : 55-3429

Compte rendu intégral : 20 juillet 2023

HOOFDSTUK 3 — *Slotbepaling*

Art. 9. Kunnen in rechte optreden, met toestemming van het slachtoffer, in de rechtsgeschillen waartoe de toepassing van deze wetsbepalingen aanleiding kan geven, elke instelling van openbaar nut en elke rechtspersoon die zich statutair tot doel stelt conversiepraktijken te bestrijden en die de voorwaarden bedoeld in artikel 17, tweede lid, 1° tot 3°, van het Gerechtelijk Wetboek vervult.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Motril, 31 juli 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Mobiliteit,
G. GILKINET

De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

De Staatssecretaris voor Gendergelijkheid,
Gelijke Kansen en Diversiteit,
M. LEROY

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

—————
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be)

Stukken : 55-3429

Integraal Verslag : 20 juli 2023

SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[C - 2023/43347]

12 OCTOBRE 2023. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 15 janvier 2007 portant la mobilité et la mise à disposition du personnel de la fonction publique fédérale administrative

RAPPORT AU ROI

Sire,

Chapitre 1^{er}. — *But et portée de l'arrêté*

La Belgique est de plus en plus confrontée à des situations de crise successives. L'administration fédérale dispose déjà de différents mécanismes pour faire face à des crises, comme le recours aux « Special Federal Forces » et la mise à disposition pendant une crise, insérée par l'arrêté royal du 10 novembre 2022 relatif au stage à temps partiel, à la mise à disposition pendant une crise et à l'échange d'expertise. Dans ce cadre, le présent arrêté royal vise à renforcer cette forme de mise à disposition, d'une part, en favorisant la capacité d'intervention du personnel de l'administration fédérale et, d'autre part, en concrétisant sa coordination. Pour atteindre ces objectifs, il est constitué une réserve de crise qui pourra être mobilisée de manière performante, rapide et flexible pour remédier à une situation de crise déterminée.

L'intervention de la réserve de crise est une forme spécifique de la mise à disposition pendant une crise. Celle-ci permet de faire appel à des membres du personnel de l'administration fédérale sous certaines conditions, sans intervention du service fédéral dans lequel ils sont nommés ou en service, ci-après dénommé le service fédéral d'origine, et de l'instance fédérale auprès de laquelle ils sont mis à disposition, ci-après dénommée l'instance fédérale bénéficiaire.

Chapitre 2. — *Analyse du dispositif*

Le présent arrêté royal dispose que, dans le cadre d'une mise à disposition pendant une crise, le consentement du service fédéral d'origine et de l'instance fédérale bénéficiaire n'est pas requis si les conditions cumulatives suivantes sont remplies :

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[C - 2023/43347]

12 OKTOBER 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 januari 2007 houdende de mobiliteit en terbeschikkingstelling van personeel van het federaal administratief openbaar ambt

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Hoofdstuk 1. — *Doel en opzet van het besluit*

België wordt in toenemende mate geconfronteerd met opeenvolgende crisissituaties. De federale overheid beschikt reeds over verschillende mechanismen om crisissen het hoofd te bieden. Zo zijn er de "Special Federal Forces" en de terbeschikkingstelling tijdens een crisis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 10 november 2022 houdende de deeltijdse stage, de terbeschikkingstelling tijdens een crisis en de expertise-uitwisseling. In dat kader beoogt dit koninklijk besluit deze terbeschikkingstellingsvorm te versterken door enerzijds de inzetbaarheid van het federaal overheidsperoneel te bevorderen en anderzijds de coördinatie ervan te concretiseren. Om deze doelstellingen te verwezenlijken wordt een crisisreserve aangelegd die slagkrachtig, snel en soepel kan worden ingezet om een bepaalde crisissituatie te verhelpen.

De inzet van de crisisreserve maakt een specifieke vorm uit van de terbeschikkingstelling tijdens een crisis. Bij deze specifieke terbeschikkingstellingsvorm kunnen personeelsleden van de federale overheid worden ingezet onder bepaalde voorwaarden zonder tussenkomst van de federale dienst waar ze benoemd of in dienst zijn, hierna federale dienst van herkomst, en de federale instantie waaraan ze ter beschikking worden gesteld, hierna begunstigde federale instantie.

Hoofdstuk 2. — *Bespreking van het dispositief*

Dit koninklijk besluit bepaalt dat in het kader van een terbeschikkingstelling tijdens een crisis de toestemming van de federale dienst van oorsprong en de begunstigde federale instantie, niet vereist is indien de volgende cumulatieve voorwaarden worden gerespecteerd:

- l'instance fédérale bénéficiaire introduit auprès du ministre de la Fonction publique et le cas échéant du ministre duquel l'instance dépend une demande motivée d'intervention de la réserve de crise ;

- le conseil des ministres, à l'initiative du ministre de la Fonction publique, déclare officiellement le recours à la réserve de crise, tenant compte de la capacité des services fédéraux d'origine ;

- le membre du personnel en question est membre de la réserve de crise ;

- il s'agit d'une mise à disposition au profit d'une instance fédérale ou d'un service fédérale ;

- la mise à disposition ne dépasse pas les quatre semaines par année civile ;

- maximum cinq pourcent du personnel d'un service fédéral d'origine peut être déployé au même moment.

Le terme « instance » est défini à l'article 1^{er}, 14^e, de l'arrêté royal du 5 janvier 2007 portant la mobilité et la mise à disposition du personnel de la fonction publique fédérale administrative. Il y a lieu de comprendre l'instance fédérale comme étant l'instance qui est chargée de missions d'intérêt général pour l'ensemble de la Belgique.

Pour donner quelques exemples, il peut s'agir du centres d'asile fédéral de Fedasil en cas d'afflux de demandeurs d'asile, de la Croix-Rouge de Belgique en cas de crise où leurs services sont fortement sollicités, de la CAPAC en cas de nouveau besoin d'introduire le chômage temporaire comme lors de la crise du COVID-19,...

Lorsque le membre du personnel se trouve dans la réserve de crise, il est supposé être disponible lorsqu'il est appelé.

Si la période maximale de quatre semaines par année civile est dépassée, la mise à disposition ne peut être prolongée qu'avec le consentement du service fédéral d'origine et de l'instance fédérale bénéficiaire. Dans ce cas, l'on retombe sur la mise à disposition générale pendant une crise visée aux articles 33bis et 33ter de l'arrêté royal du 15 janvier 2007 portant la mobilité et la mise à disposition du personnel de la fonction publique fédérale administrative. Le même raisonnement s'applique lors d'une mise à disposition de plus de cinq pour cent de l'effectif d'un service fédéral.

La réserve de crise vise à répondre à une situation de crise. C'est pourquoi son intervention est limitée à deux mois. Cette période prend cours après la décision du conseil des ministres constatant la crise et fixant l'intervention de la réserve de crise. L'intervention peut toutefois être prolongée deux fois d'un mois par le conseil des ministres. Ces délais doivent permettre à l'instance fédérale bénéficiaire de faire face à la crise.

Il appartient à l'instance fédérale bénéficiaire de justifier que celle-ci remplit les conditions visées à l'article 33bis de l'arrêté royal du 15 janvier 2007 portant la mobilité et la mise à disposition du personnel de la fonction publique fédérale administrative, à savoir que celle-ci connaît une situation de crise et un besoin urgent en personnel.

Les ministres compétents peuvent alors par accord mutuel examiner si la réserve de crise est le moyen le plus efficace de faire face à la situation. Si l'instance fédérale bénéficiaire est toujours confrontée à une crise après l'expiration de la période d'intervention de la réserve de crise, il convient d'envisager d'autres solutions. Cela signifie que la réserve de crise ne peut pas intervenir pour résoudre un problème structurel. En d'autres termes, il doit s'agir d'une situation de crise qui requiert rapidement du personnel supplémentaire et à laquelle il ne peut être remédié au sein de l'instance même, mais bien au sein de la fonction publique administrative fédérale.

La direction générale Recrutement et Développement du Service public fédéral Stratégie et Appui est chargée de la coordination de l'intervention de la réserve de crise. Celle-ci se charge de cette mission en étroite concertation avec l'instance fédérale bénéficiaire. L'organisation pratique de la coordination est réglée par la circulaire n 724 portant organisation et intervention de la réserve de crise.

Le directeur général Recrutement et Développement du Service public fédéral Stratégie et Appui détermine les formations spécifiques que doivent suivre les membres de la réserve de crise.

Les coûts liés à l'organisation y relative sont supportés par le Service public fédéral Stratégie et appui.

- De begunstigde federale instantie verzoekt op gemotiveerde wijze de minister van Ambtenarenzaken en in voorkomend geval de minister waarvan deze instantie afhangt om de inzet van de crisisreserve;

- de ministerraad verklaart op initiatief van de minister van Ambtenarenzaken officieel dat er beroep wordt gedaan op de crisisreserve, rekening houdend met de draagkracht van de federale diensten van herkomst;

- het personeelslid in kwestie is lid van de crisisreserve;

- het gaat om een terbeschikkingstelling ten behoeve van een federale instantie of federale dienst;

- de terbeschikkingstelling bedraagt maximum vier weken per kalenderjaar;

- maximum vijf procent van het personeelsbestand van de federale dienst van oorsprong kan op hetzelfde moment worden ingezet.

Het begrip "instantie" wordt gedefinieerd in artikel 1, 14^e, van het koninklijk besluit van 5 januari 2007 houdende de terbeschikkingstelling van personeel van het federaal administratief openbaar ambt. De federale instantie moet begrepen worden als de instantie die belast is met opdrachten van algemeen belang voor heel België.

Om enkele voorbeelden te geven: het kan gaan om federale asielcentra van Fedasil bij een toevloed aan asielzoekers, om het Rode Kruis van België bij een crisis waar intensief beroep gedaan wordt op hun diensten, de HVW bij een nieuwe noodzaak tot invoering van tijdelijke werkloosheid zoals tijdens de COVID-19-crisis, ...

Als het personeelslid zich in de crisisreserve bevindt, wordt hij verondersteld beschikbaar te zijn wanneer hij wordt opgeroepen.

Als de maximumperiode van vier weken per kalenderjaar overschreden is, kan de terbeschikkingstelling slechts worden verlengd mits toestemming van zowel de federale dienst van herkomst als de begunstigde federale instantie. In dat geval valt men terug op de algemene terbeschikkingstelling tijdens een crisis bedoeld in de artikelen 33bis en 33ter van het koninklijk besluit van 15 januari 2007 houdende de mobiliteit en terbeschikkingstelling van personeel van het federaal administratief openbaar ambt. Dezelfde redenering geldt bij een terbeschikkingstelling van meer dan vijf procent van het personeelsbestand van een federale dienst.

De crisisreserve beoogt een antwoord te bieden aan een crisissituatie. Daarom is de inzet ervan beperkt tot twee maanden. Deze termijn gaat in nadat de beslissing in de ministerraad tot vaststelling van de crisis en de inzet van de crisisreserve is genomen. Evenwel kan de inzet tweemaal met een maand verlengd worden door de ministerraad. Deze termijnen moeten de begunstigde federale instantie in staat stellen de crisis het hoofd te bieden.

Het is aan de begunstigde federale instantie om te motiveren dat deze voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 33bis van het koninklijk besluit van 15 januari 2007 houdende de mobiliteit en terbeschikkingstelling van personeel van het federaal administratief openbaar ambt, namelijk dat deze de crisis opvangt en een urgente personeelsbehoefte kent.

De bevoegde ministers kunnen dan in onderling overleg de overweging maken of de crisisreserve het meest doeltreffende middel is om tegemoet te komen aan de situatie. Indien de begunstigde federale instantie nog steeds geconfronteerd wordt met een crisis na het verstrijken van de termijn waarbinnen men beroep kan doen op de crisisreserve, dienen tevens andere oplossingen te worden gezocht. Dit betekent dat de crisisreserve niet ingezet kan worden om een structureel probleem op te lossen. Met andere woorden: het moet gaan om een crisissituatie waarbij snel extra personeel vereist is en die niet kan worden verholpen binnen de instantie zelf, maar wel binnen het federaal administratief openbaar ambt.

Het directoraat-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning is belast met de coördinatie van de inzet van de crisisreserve. Deze doet dit in nauw overleg met de begunstigde federale instantie. De praktische organisatie hiervan is geregeld in de omzendbrief nr. 724 houdende de organisatie en inzet van de crisisreserve.

De directeur-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning bepaalt welke specifieke opleidingen de leden van de crisisreserve dienen te volgen.

De kosten verbonden aan de organisatie ervan worden gedragen door de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning.

Le membre du personnel conserve sa rémunération à charge du service fédéral où il est employé, conformément à l'article 33ter, § 1^{er}, alinéa 3, de l'arrêté royal du 15 janvier 2007 portant la mobilité et la mise à disposition du personnel de la fonction publique fédérale administrative.

Lors de l'intervention de la réserve de crise, le service fédéral d'origine prend en charge les coûts de la mise à disposition, sauf convention contraire, conformément à l'article 33ter, § 1^{er}, alinéa 4 du même arrêté royal. Cela signifie qu'il prend en charge les éventuelles indemnités en faveur du membre du personnel, ainsi que les autres coûts liés à la mise à disposition. Citons à titre d'exemple l'indemnisation des frais de déplacement, de repas ou d'autres frais supplémentaires auxquels est confronté le membre du personnel.

Pour sa carrière, le membre du personnel continue de faire partie de son service fédéral d'origine pendant la mise à disposition ou sa prolongation. Par conséquent, le membre du personnel conserve ses droits à la promotion, au changement de grade et à la mutation, conformément à l'article 33ter, § 3, de l'arrêté royal du 15 janvier 2007 portant la mobilité et la mise à disposition du personnel de la fonction publique fédérale administrative.

Par conséquent également, les précisions reprises dans le rapport au Roi de l'arrêté royal du 10 novembre 2022 relatif au stage à temps partiel, à la mise à disposition pendant une crise et à l'échange d'expertise, quant à l'article 33ter, § 3, de l'arrêté royal du 15 janvier 2007 précité peuvent être reprise in extenso, à savoir :

« Pendant l'ensemble de la procédure, le membre du personnel continue de faire partie, pour sa carrière, de son service fédéral et il conserve les droits qui y sont attachés. Cela signifie également que l'évaluation et l'éventuel dossier disciplinaire seront pris en charge par le service fédéral. »

Par mesure de clarté, il est ajouté à l'article 33 ter, § 3, précité que le membre du personnel mis à disposition dans le cadre d'une crise reste soumis aux règles relatives à l'évaluation et au régime disciplinaire qui lui sont applicables dans son service d'origine. Cela implique notamment que le cycle d'évaluation n'est pas impacté par cette mise à disposition liée à une crise et est neutralisé, ce qui est acté lors d'un entretien de fonctionnement. La période d'intervention de la réserve de crise ne fait pas l'objet du cycle d'évaluation en cours.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

La Ministre de la Fonction publique,
P. DE SUTTER

12 OCTOBRE 2023. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 15 janvier 2007 portant la mobilité et la mise à disposition du personnel de la fonction publique fédérale administrative

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, les articles 37 et 107, alinéa 2 ;

Vu l'arrêté royal du 15 janvier 2007 portant la mobilité et la mise à disposition du personnel de la fonction publique fédérale administrative ;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances du 9 février 2023 ;

Vu l'accord de la Secrétaire d'État au Budget, donné le 1^{er} mars 2023 ;

Vu l'avis du Collège des institutions publiques de sécurité sociale, donné le 25 mai 2023 ;

Vu la dispense d'analyse d'impact sur la base de l'article 8, § 1er, 4^o, de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative ;

Vu le protocole n^o 811 du 8 mai 2023 du Comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux ;

Het personeelslid behoudt zijn bezoldiging ten laste van de federale dienst waar hij is tewerkgesteld overeenkomstig artikel 33ter, § 1, derde lid, van het koninklijk besluit van 15 januari 2007 houdende de mobiliteit en terbeschikkingstelling van personeel van het federaal administratief openbaar ambt.

Bij de inzet van de crisisreserve worden de kosten van de terbeschikkingstelling gedragen door de federale dienst van herkomst, tenzij anders overeengekomen, overeenkomstig artikel 33ter, § 1, vierde lid, van hetzelfde koninklijk besluit. Dit betekent dat hij instaat voor eventuele vergoedingen ten behoeve van het personeelslid en de andere bijhorende lasten verbonden aan de terbeschikkingstelling. Hierbij kan gedacht worden aan de vergoeding voor verplaatsingen, maaltijden of andere extra onkosten waarmee het personeelslid geconfronteerd wordt.

Het personeelslid blijft tijdens de terbeschikkingstelling of de verlenging ervan voor zijn loopbaan deel uitmaken van zijn federale dienst van herkomst. Het personeelslid behoudt bijgevolg zijn rechten op bevordering, op verandering van graad en op mutatie overeenkomstig artikel 33ter, § 3, van het koninklijk besluit van 15 januari 2007 houdende de mobiliteit en terbeschikkingstelling van personeel van het federaal administratief openbaar ambt.

Bijgevolg kan het verslag aan de Koning van het koninklijk besluit van 10 november 2022 houdende de deeltijdse stage, de terbeschikkingstelling tijdens een crisis en de expertise-uitwisseling, met betrekking tot artikel 33ter, § 3, van bovenvermeld koninklijk besluit van 15 januari 2007 in extenso worden overgenomen:

“Het personeelslid blijft gedurende het hele proces voor zijn loopbaan deel uitmaken van zijn federale dienst en behoud daarbij de hieraan gekoppelde rechten. Dit betekent ook dat de evaluatie en eventueel tuchtdossier wordt verzorgd door de federale dienst.”

Voor de duidelijkheid wordt aan artikel 33ter, § 3, toegevoegd dat het personeelslid dat ter beschikking wordt gesteld in het kader van een crisis onderworpen blijft aan de regels inzake beoordeling en aan de tuchtregeling die op hem van toepassing is in zijn dienst van herkomst. Dit houdt met name in dat de evaluatiecyclus niet wordt beïnvloed door deze aan een crisis gekoppelde terbeschikkingstelling en wordt geneutraliseerd, hetgeen wordt vastgelegd in een functioneringsgesprek. De periode van inzet maakt geen onderdeel uit van de lopende evaluatiecyclus.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Ambtenarenzaken,
P. DE SUTTER

12 OKTOBER 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 januari 2007 houdende de mobiliteit en terbeschikkingstelling van personeel van het federaal administratief openbaar ambt

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikelen 37 en 107, tweede lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 januari 2007 houdende de mobiliteit en terbeschikkingstelling van personeel van het federaal administratief openbaar ambt;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën van 9 februari 2023;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 1 maart 2023;

Gelet op het advies van het College van de Openbare Instellingen van Sociale Zekerheid, gegeven op 25 mei 2023;

Gelet op de vrijstelling van een impactanalyse op basis van artikel 8, § 1, 4^o, van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op het protocol nr. 811 van 8 mei 2023 van het Comité voor de federale, gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, prolongé de plein droit de quinze jours, adressée au Conseil d'État le 22 juin 2023, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Fonction publique et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 33 ter, § 3, de l'arrêté royal du 15 janvier 2007 portant la mobilité et la mise à disposition du personnel de la fonction publique fédérale administrative, est complété par la phrase suivante :

« Il reste soumis aux règles relatives à l'évaluation et au régime disciplinaire qui lui sont applicables dans son service d'origine. »

Art. 2. Dans le même arrêté, il est inséré un article 33ter/1, rédigé comme suit :

« Art. 33ter/1. § 1er. Par dérogation à l'article 33ter, § 1er, alinéa 1er, seul le consentement du membre du personnel est requis pendant une période de quatre semaines par an pour une mise à disposition auprès d'un service fédéral ou instance fédérale si les conditions cumulatives suivantes sont remplies :

1° le membre du personnel fait partie de la réserve de crise ;

2° le recours à la réserve de crise a été fixé par une décision du conseil des ministres prise à l'initiative du ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions et, le cas échéant, du ministre compétent pour le service fédéral ;

3° le service fédéral du membre du personnel ne met pas à disposition plus de cinq pour cent de son effectif en même temps.

La réserve de crise visée à l'alinéa 1er, 1°, est composée de membres du personnel de services fédéraux qui se sont portés volontaires, et est constituée et gérée par la direction générale.

La direction générale coordonne l'organisation des mises à disposition pendant une crise visées à l'alinéa 1er.

Le directeur général fait rapport chaque année au ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions sur la réserve de crise.

Le membre du personnel visé à l'alinéa 1er, 1°, suit chaque année au moins deux jours de formations, lesquelles sont déterminées par le directeur général.

§ 2. La décision du conseil des ministres fixe au moins :

1° la durée du recours à la réserve de crise ;

2° le nombre de membres du personnel nécessaires de la réserve de crise ;

3° les instances fédérales où se déroule la mise à disposition.

La durée visée à l'alinéa 1er, 1°, n'excède pas deux mois.

Le cas échéant, le conseil des ministres peut prolonger deux fois la durée de deux mois pour une période d'un mois. »

Art. 3. Le ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 octobre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de la Fonction publique,
P. DE SUTTER

Gelet op de adviesaanvraag binnen dertig dagen, van rechtswege verlengd met vijftien dagen, die op 22 juni 2023 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 33 ter, § 3, van het koninklijk besluit van 15 januari 2007 houdende de mobiliteit en terbeschikkingstelling van personeel van het federaal administratief openbaar ambt, wordt aangevuld met de volgende zin:

“Hij blijft onderworpen aan de regels betreffende evaluatie en aan de tuchtregeling die op hem van toepassing zijn in zijn dienst van herkomst.”

Art. 2. In hetzelfde besluit, wordt een artikel 33ter/1 ingevoegd, luidende:

“Art. 33ter/1. § 1. In afwijking van artikel 33ter, § 1, eerste lid, is alleen de toestemming van het personeelslid vereist gedurende een periode van vier weken per jaar bij een terbeschikkingstelling aan een federale dienst of federale instantie indien aan de volgende cumulatieve voorwaarden worden voldaan:

1° het personeelslid bevindt zich in de crisisreserve;

2° het gebruik van de crisisreserve is vastgesteld in een beslissing van de ministerraad genomen op voorstel van de minister bevoegd voor Ambtenarenzaken en in voorkomend geval de minister bevoegd voor de federale instantie;

3° de federale dienst van het personeelslid stelt niet meer dan vijf procent van zijn personeelsbestand gelijktijdig ter beschikking.

De crisisreserve bedoeld in het eerste lid, 1°, bestaat uit personeelsleden van federale diensten die zich op vrijwillige basis hebben aangeboden, en is samengesteld en beheerd door het directoraat-generaal.

Het directoraat-generaal coördineert de organisatie van de terbeschikkingstellingen tijdens een crisis bedoeld in het eerste lid.

De directeur-generaal rapporteert jaarlijks over de crisisreserve aan de minister die bevoegd is voor Ambtenarenzaken.

Het personeelslid bedoeld in het eerste lid, 1°, volgt jaarlijks minstens twee dagen opleidingen die zijn vastgelegd door de directeur-generaal.

§ 2. De beslissing van de ministerraad bepaalt minstens:

1° de duur van het gebruik van de crisisreserve;

2° het aantal personeelsleden uit de crisisreserve dat nodig is;

3° de federale instanties waar de terbeschikkingstelling plaatsvindt.

De duur bedoeld in het eerste lid, 1°, bedraagt maximum twee maanden.

In voorkomend geval kan de ministerraad de duur van twee maanden tweemaal verlengen voor een periode van één maand.”

Art. 3. De minister bevoegd voor Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 oktober 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,
P. DE SUTTER